

Note de conjoncture

Troisième trimestre 2011

• Actualité internationale et locale

Le troisième trimestre 2011 est marqué par les incertitudes liées aux dettes souveraines, faisant plonger les principaux indices boursiers. Parallèlement les pressions inflationnistes poussent les États à resserrer leurs politiques monétaires. Localement, le gouvernement concentre ses efforts sur la mise en œuvre du plan de redressement de l'économie.

• Point de conjoncture

Le climat conjoncturel continue de se détériorer au cours du troisième trimestre 2011. Les ménages sont inquiets du marché de l'emploi, de l'évolution de la fiscalité et du retour de l'inflation. L'administration est fortement contrainte par un contexte budgétaire particulièrement tendu, offrant très peu de marge de manœuvre, et les entreprises anticipent des moments difficiles (baisse de la commande publique, de la consommation des ménages, probable hausse de la fiscalité...). Quant au reste du monde, il subit aujourd'hui les conséquences des politiques économiques menées depuis la crise financière de 2007.

• Zoom sur le tourisme

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2011, le secteur du tourisme confirme sa reprise amorcée au second semestre 2010. La fréquentation est en hausse, essentiellement grâce au retour des touristes américains, améliorant ainsi les résultats des hôtels. Toutefois, l'évolution constatée au cours du troisième trimestre laisse craindre des résultats moins élevés que prévu pour l'ensemble de l'année, surtout dans un contexte économique austère.



N° 04/2011

Directeur de la publication :
Stéphane CHALLIER

Auteur de la publication :
Claire TALVARD

Réalisation : ISPF

Dépôt légal : Décembre 2011
ISSN 2118-478X
©ISPF 2011

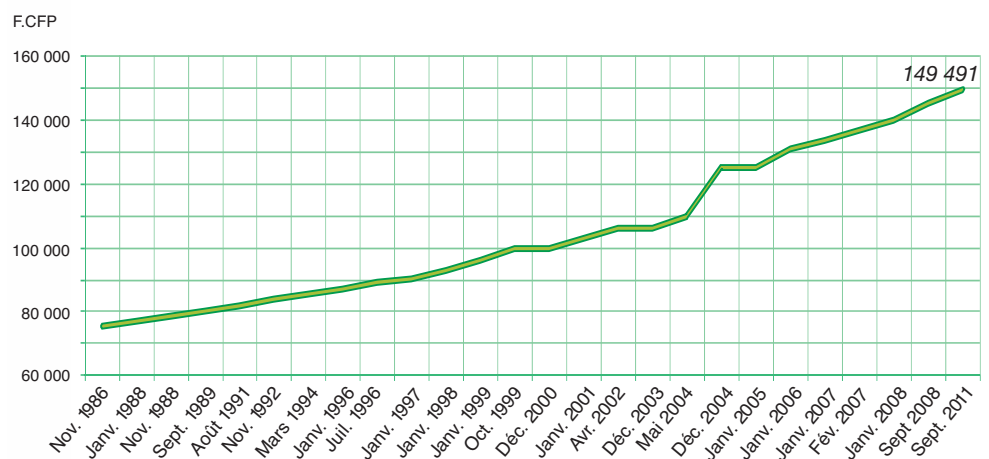
B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52
Courriel : ispf@ispf.pf
Site internet : www.ispf.pf



le chiffre **+2,8 %**

C'est la hausse appliquée au salaire minimum garanti en Polynésie française au 1^{er} septembre 2011, soit un montant brut de 149 491 F.CFP.

Évolution du SMIG brut mensuel (pour 169 heures)



Sources : Inspection du travail, ISPF

Actualité internationale

Juillet

- le 06 • **CHINE – Politique monétaire** : l'Institut d'émission a annoncé une hausse de 25 points de ses taux d'intérêt, portant à 6,56 % le taux de prêt à un an et à 3,5 % le taux de dépôt à un an. L'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 5,5, % sur un an en mai contre 5,3 % en avril.
- le 13 • **ZONE EURO – Politique monétaire** : le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a décidé de relever de 25 points de base le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 1,50 %, 2,25 % et 0,75 %. Ces mesures ont été prises « compte tenu des risques à la hausse pesant sur la stabilité des prix ».
- le 21 • **ZONE EURO – Grèce** : les Européens et le FMI ont adopté les grandes lignes d'un second plan de sauvetage de la Grèce. Au niveau financier, le pays va bénéficier de 109 milliards d'euros de fonds publics. Par ailleurs, le secteur privé doit participer pour 49,7 milliards d'euros. Au niveau structurel, il est créé une « task force » destinée à soutenir la Grèce dans la mise en œuvre des réformes votées et à essayer de redynamiser la croissance du pays en employant au mieux les Fonds européens (aides régionales notamment) non encore utilisés.

Août

- le 01 • **FRANCE - Taux Livret A** : le taux d'intérêt du Livret A a été relevé de 2 % à 2,25 % suite à une décision de la Banque de France prise mi-juillet. Il s'agit de la deuxième hausse de cette épargne sécurisée en un an alors que ce dernier était resté un an au plus bas niveau de son histoire, soit 1,25 %. Sur les cinq premiers mois de l'année, près de 10 milliards d'euros ont été déposés sur le Livret A, portant le total placé sur ce produit à 205 milliards d'euros.
- le 01 • **ÉTATS-UNIS – Dette** : un accord in extremis a été conclu entre démocrates et républicains pour relever le plafond de la dette de 2 100 milliards de dollars, en contrepartie d'au moins 1 000 milliards de coupes budgétaires. Ce relèvement permettra aux États-Unis de respecter le (nouveau) plafond de la dette et de pouvoir faire des emprunts jusqu'en 2013, soit après les élections présidentielles.
- le 03 • **MONDE – Or** : l'or a atteint un nouveau sommet historique, grimant pour la première fois à plus de 1 670 dollars l'once, porté par un afflux d'investisseurs recherchant la sécurité dans un climat d'incertitude généralisée. En outre, "l'attrait de l'or est renforcé par le fait qu'aucune banque centrale n'a le contrôle de son cours et ne peut intervenir pour limiter sa force", contrairement aux devises refuge que sont le franc suisse et le yen japonais. La Banque centrale de Corée du sud a annoncé avoir acheté 25 tonnes du métal précieux sur les marchés mondiaux entre juin et juillet, une première en treize ans.
- le 05 • **FRANCE – Finances** : le Cac 40 termine en repli de 1,26 % ce vendredi soir, à 3278,56 points. Soit une dixième baisse consécutive, ce qui n'avait jamais eu lieu depuis sa création en décembre 1987. Sur la semaine, la baisse du Cac 40 atteint 10,73 %. Et depuis le début de l'année, l'indice phare de la Bourse de Paris a reculé de 13,83 %.
- le 06 • **ÉTATS-UNIS – Dette** : pour la première fois de son histoire, la première puissance économique du monde perd son tripe A. L'agence de notation point de « risques politiques » face aux enjeux du déficit budgétaire du pays.
- le 10 • **ZONE EURO – Finances** : les Bourses européennes ont subi une violente rechute : les indices européens sont tous en très forte baisse, et les valeurs bancaires françaises s'écroulent. Les marchés sont victimes de multiples rumeurs, qui concernent notamment la dégradation d'une note de crédit de la France, à l'exemple des États-Unis.
- le 10 • **ÉTATS-UNIS – Finances** : la Bourse de New York a chuté pour la troisième fois en cinq séances, effaçant d'un trait son rebond de la veille, emportée par la chute du secteur bancaire et les craintes sur l'économie. Comme en Europe, la retraite du marché a été sonnée par les banques.
- le 10 • **NOUVELLE-ZÉLANDE – Monnaie** : au lendemain de l'annonce de la Réserve Fédérale américaine de maintenir ses taux directeurs à un niveau proche de zéro jusqu'à mi-2013, le taux de change dollar américain /dollar néo-zélandais s'établissait à 0,8361, son plus haut niveau depuis 26 ans.

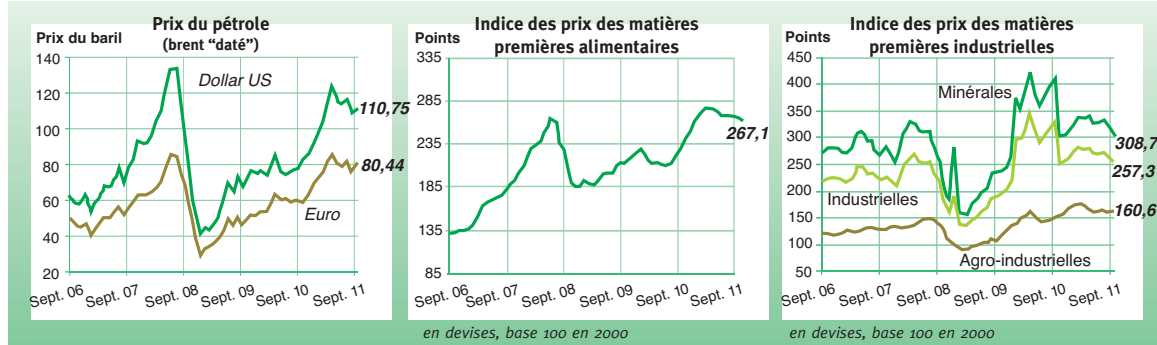
Septembre

- le 07 • **SUISSE – Monnaie** : la Banque Nationale Suisse (BNS) a annoncé la création d'un plancher pour le franc suisse face à l'euro, à 1,20 franc pour un euro. Depuis le début de l'année 2008, le franc suisse s'est continûment apprécié du fait de son rôle de valeur refuge. Le mouvement s'est accentué depuis début 2010, la crise de la dette dans la zone euro prenant plus d'ampleur. La BNS juge que le franc a atteint un niveau posant un risque important pour les exportations et donc la croissance, et contribue à alimenter le risque de déflation.
- le 30 • **NOUVELLE-ZÉLANDE – Dette** : Fin septembre, les agences de notation Fitch rating et Standard & Poors (S&P) ont décidé d'abaisser d'un cran la note de la dette à long terme de la Nouvelle-Zélande. Elle s'établit désormais à AA contre AA+ précédemment pour la dette en devises. Les deux agences ont considéré que les dépenses de reconstruction liées aux deux séismes intervenus en Nouvelle-Zélande pesaient fortement sur le budget du pays et concouraient à la détérioration de la position extérieure du pays. Elles s'inquiétaient en outre de l'endettement important des ménages, ainsi que du secteur primaire.

indicateurs

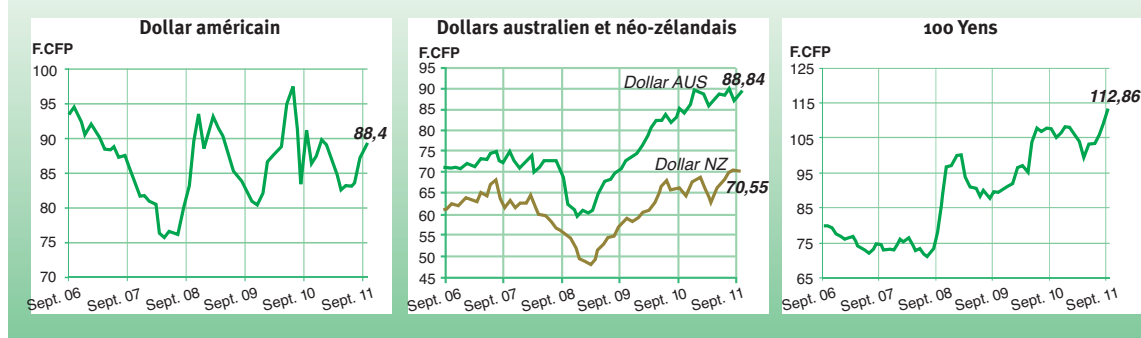
Industrie

Source : INSEE



Change

Source : Banque de Polynésie



Indices boursiers

Source : yahoo finance



Principaux indicateurs économiques - données brutes - troisième trimestre 2011

	PIB (provisoire)		Indice des prix à la consommation	Taux de chômage	Taux directeur	Dernier changement
	Var. sur 3 mois	Var. sur 1 an	Var. sur 1 an	en fin de trimestre	Banques centrales	
États-Unis	0,6 %	1,6 %	3,9 %	9,1 %	0,25 %	17/12/2008
Zone Euro	0,2 %	1,4 %	3,0 %	10,2 %	1,50 %	07/07/2011
France ¹	0,4 %	1,6 %	2,4 %	9,9 %	1,50 %	07/07/2011
Japon	1,5 %	-0,2 %	0,0 %	4,1 %	0,00 %	06/10/2010
Australie	0,2 % ³	1,1 % ³	3,5 %	5,3 %	4,75 %	03/11/2010
Nouvelle-Zélande	0,1 % ³	1,5 % ³	4,6 %	6,6 %	2,50 %	10/03/2011
Chine	2,3 %	9,1 %	6,1 %	4,1 % ²	6,56 %	06/07/2011

¹ : Les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix.

² : Taux de chômage urbain (seul taux officiel).

³ : Données du trimestre précédent

Sources : Instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE, Eurostats.

Actualité locale

Juillet

- le 04 • **INDUSTRIE – Terres rares** : une équipe de chercheurs Japonais a découvert d'importants gisements de minerais de terres rares dans les profondeurs des eaux Polynésiennes. Ils peuvent être facilement extraits sans danger pour l'environnement. Reste à savoir si l'exploitation de gisements situés à très grande profondeur sera possible technologiquement et rentable économiquement. Actuellement, la Chine produit 97 % des métaux de terres rares au monde.
- le 13 • **TOURISME – Transports aériens** : le conseil d'administration d'Air Tahiti Nui (ATN) a validé les grandes orientations pour la flotte de la compagnie pendant les prochaines années. La vente d'un des cinq Airbus et la réduction du loyer d'un des Airbus permettront d'alléger les coûts. Par ailleurs, Air Tahiti Nui va rénover les cabines de ses A340 et augmenter la capacité de sa classe affaires.
- le 26 • **ÉCONOMIE – Investissements** : à l'issue du comité de pilotage qui s'est tenu dans le cadre de la réforme de la DGDE, l'État et le Pays ont signé la convention annuelle fixant le concours financier de l'État aux projets d'investissement de la Polynésie française pour l'année 2011. 50 opérations ont été retenues, représentant un coût global d'investissement de 8,42 milliards de F.CFP. La signature de la convention doit permettre le lancement rapide de nombreux chantiers.

Août

- le 01 • **HYDROCARBURES – Prix** : le Conseil des Ministres a décidé une revalorisation des tarifs des hydrocarbures afin de tenir compte de la forte appréciation du cours du pétrole au cours des derniers mois ainsi que de l'aggravation du déficit du Fonds de régulation des prix des hydrocarbures, estimé à 1,2 milliard de F.CFP à fin juillet 2011. À compter du 1^{er} août, les prix de vente du litre d'essence et de gazole ont été relevés respectivement de 7 F.CFP et de 8 F.CFP, portant leur prix à 167 F.CFP et 155 F.CFP le litre.
- le 01 • **TOURISME – Petite hôtellerie** : l'Assemblée adopte un dispositif d'aide pour l'hébergement de touristes chez l'habitant et la petite hôtellerie familiale. Les modifications apportées à un dispositif déjà existant portent essentiellement sur davantage de transparence pour l'attribution des aides ou sur le relèvement du plafond de ces mêmes aides.
- le 03 • **INSTITUTIONS – Réforme** : la loi organique relative au fonctionnement des institutions de la Polynésie française a été publiée au Journal officiel de la République française, à Paris. Les modifications apportées, conformément aux recommandations du Conseil d'État, concernent le seuil minimal requis pour le maintien des listes au second tour des élections, abaissé à 10 % (12,5 % dans le texte d'origine), les règles de répartition de la prime majoritaire dans l'archipel de la Société ainsi que les conditions de dépôt d'une motion de défiance ou de renvoi budgétaire (1/3 des représentants contre 3/5 initialement). Le texte élaboré par la ministre de l'Outre-mer prévoit de maintenir le nombre actuel d'élus à l'APF (57). Il prévoit également un seul mode de scrutin, proportionnel, dans toutes les circonscriptions, ramenées de six à cinq, et rétablit une prime majoritaire de 19 sièges pour la liste arrivée en tête.
- le 07 • **PERLICULTURE – Vente aux enchères** : le GIE Poe O Rikitea a organisé sa seconde vente aux enchères (après celle d'août 2010). En trois jours, les 34 acheteurs ont acquis 320 119 perles pour un montant total de 363 815 725 F.CFP. Une vente qui rapporte directement au Pays plus de 16 millions F.CFP en vertu des taxes appliquées.
- le 22 • **TOURISME – Croisières** : par arrêté en Conseil des ministres, la réglementation relative au régime douanier des marchandises étrangères destinées à l'avitaillement des paquebots de croisière est modifiée. Ces dernières sont désormais soumises au régime du transit et du transbordement, c'est-à-dire exonérées de tous droits et taxes dès lors qu'elles sont consommées à bord des navires.

Septembre

- le 01 • **SALAIRES – SMIG** : en raison de la hausse de l'indice des prix à la consommation, qui s'établit à 106,78 en juillet 2011, soit une hausse mensuelle de 1,1 % due essentiellement aux transports (+6,1 %), le gouvernement a décidé de revaloriser le SMIG. À compter du 1^{er} septembre, il s'élèvera à 149 491 F.CFP (contre 145 306 F.CFP).
- le 01 • **COMMERCE EXTÉRIEUR – Taxes** : il est institué une taxe sur les équipements électriques importés (TEEI). Le produit de cette taxe est versé au compte spécial « Fonds de régulation des prix des hydrocarbures ». La taxe est assise sur la valeur en douane des marchandises importées. Son taux est fixé à 1 %.
- le 05 • **EMPLOI – CDL** : l'État a prévu d'allouer 214 millions de F.CFP aux chantiers de développement local (CDL), contrat visant à offrir aux bénéficiaires une formation et à faciliter leur insertion professionnelle. Leur durée est plafonnée à 12 semaines et leur rémunération est fixée à 122 601 F.CFP/mois.
- le 26 • **PRIX – Hydrocarbures** : compte tenu de l'évolution des cours mondiaux du pétrole, le Conseil des ministres a décidé d'accroître les tarifs des hydrocarbures pour certaines professions soumises à des régimes dérogatoires (perliculteurs, pêcheurs, transport maritime...).

Conjoncture locale

3 trimestres 2011 / 3 trimestres 2010

Au cours de l'été 2011, le climat conjoncturel s'est nettement détérioré dans l'ensemble des économies avancées. Les incertitudes liées à la crise de la dette ont pesé sur les marchés financiers, qui ont fortement chuté début août. Ainsi, le climat des affaires se dégrade et les chefs d'entreprises revoient leurs anticipations à la baisse.

En Polynésie française, la situation économique ne semble pas devoir s'améliorer à court terme et les perspectives restent moroses. L'indicateur du climat des affaires se dégrade au cours du troisième trimestre, et se situe maintenant très en dessous de sa moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises apparaissent inquiets quant à leur activité et ne pensent pas pouvoir préserver leurs effectifs, ni relancer un programme d'investissement. Les crédits d'exploitation progressent de 1,7 % sur le trimestre et de 0,6 % sur l'année. Confrontées à des difficultés de trésorerie, les entreprises ont eu davantage recours au découvert, leurs comptes ordinaires débiteurs s'inscrivant en hausse de 4,3 % en glissement annuel. Les crédits de trésorerie atteignent un niveau très élevé (+3,9 % sur le trimestre) légèrement inférieur à celui du mois de juin 2010. Les crédits d'investissement ont diminué de 2 % sur le trimestre et de 3,5 % en glissement annuel, compte tenu de la morosité de la conjoncture économique et des perspectives incertaines en matière d'activité pour les entreprises. Les difficultés qu'ont les entreprises à vendre leur production se retrouvent dans l'évolution de leur chiffre d'affaires, quasiment stable par rapport à 2010 mais déflaté des prix il diminue de 2,5 %. Dans une situation financière délicate, elles ne sont par conséquent pas très enclines à investir : en glissement annuel, les importations de biens d'équipement diminuent de 10 % en cumul sur les trois premiers trimestres, et les biens intermédiaires de 5 %.

Cette morosité se retrouve sur le marché du travail toujours très tendu ; en moyenne depuis janvier on dénombre 5 inscriptions de demandeurs d'emploi pour une offre d'emploi déposée au SEFI, soit deux demandes de plus sur un an. Ce chiffre grimpe à 13 pour une offre d'emploi

normal (+1). Parallèlement, les effectifs salariés du secteur marchand sont en baisse de 3 % à fin août 2011, sur un an. Dans ce contexte difficile, les ménages deviennent plus précautionneux ; les avoirs financiers des ménages continuent leur progression, mais à un rythme moindre (+1,6 %), certains ménages choisissant de placer une partie de leur épargne à long terme sur des supports plus rémunérateurs (assurances-vie, PEL, +12 % de dépôts), tandis que les placements à court terme sont en retrait sur un an (-3 %). Cette préférence se retrouve dans la hausse des crédits à l'habitat des ménages (62 % de leur endettement) dont les montants ont continué de progresser au deuxième trimestre 2011 (+3,3 % sur un an), toujours sous l'impulsion d'un nouveau dispositif de soutien à l'investissement des particuliers mis en œuvre en septembre 2010.

Les crédits à la consommation diminuent de 5 % sur un an, à rapprocher d'un marché de l'emploi toujours en repli. Les importations vers les ménages diminuent de 3,2 % depuis janvier, avec un retrait prononcé des importations de produits de l'industrie automobile (-23 %). Les nouvelles immatriculations de voitures particulières enregistrées depuis janvier diminuent de 23 % en glissement annuel. Dans le même temps, les quantités de produits énergétiques importés diminuent de 6 %, alors que la facture augmente de 20 %, conséquences de la hausse du cours des matières premières. Dans l'ensemble, la consommation des ménages est en retrait, dans un contexte inflationniste (1,7 % à fin septembre, et à 1,9 % en moyenne annuelle), essentiellement dû aux prix élevés des produits alimentaires et énergétiques.

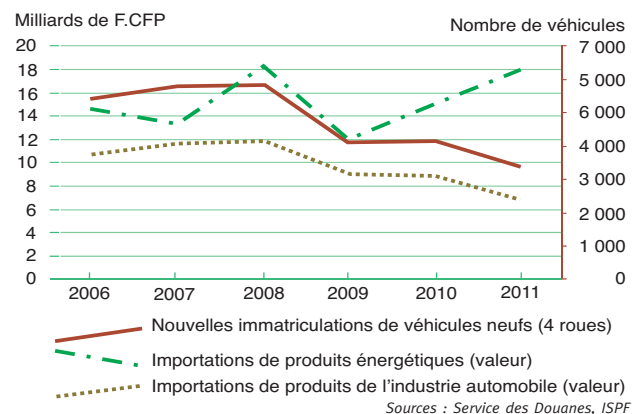
Du côté de la demande, cette baisse de la consommation des ménages n'est ni compensée par des investissements supplémentaires (publics ou privés), ni par des exportations qui peinent à se maintenir en 2011 (-1,2 % en cumul sur un an). La perle de Tahiti et le noni ont pourtant amélioré leurs recettes au cours du troisième trimestre 2011, mais demeurent en baisse depuis le début de l'année, en glissement annuel, entraînant dans leur chute

Exportations locales par produit
Cumul des trois premiers trimestres de l'année

Unité :	2007		2008		2009		2010		2011		Variation 2011/2010	
	millions	de	millions	de	millions	de	millions	de	millions	de	%	Nombre
Produits perliers	8 975	4 878	3 908	5 735	5 157	-10,1	-578					
Perle de culture brute	7 606	3 673	3 696	5 493	4 931	-10,2	-562					
Ouvrages en perles	1 276	1 141	96	158	165	5,0	8					
Poisson	350	203	349	462	553	19,7	91					
Noni	596	447	582	557	622	11,7	65					
Huile de coprah	249	378	261	299	573	91,5	274					
Nacre	234	209	160	174	203	16,5	29					
Vanille	157	117	134	184	149	-18,9	-35					
Monoï	189	135	89	112	145	28,9	33					
Bière	78	72	53	56	46	-17,5	-10					
Total	11 550	7 610	6 082	7 990	7 896	-1,2	-94					

Sources : Service des Douanes, ISPF

Consommation de produits automobiles et énergétiques



l'ensemble des recettes de produits locaux à l'export. Le prix moyen de la perle de culture à l'export augmente à 820 F.CFP (+16 %).

Seul le tourisme affiche une reprise de 10 % depuis le début de l'année, et pourrait avoisiner les 35 milliards de recettes touristiques pour l'ensemble de l'année 2011.

Dans ce contexte attentiste, les fondamentaux de l'économie continuent de se dégrader et les perspectives d'une reprise économique rapide restent faibles. Sans marge de manœuvre budgétaire, la croissance ne sera pas dopée

par une reprise des exportations de biens et de services, surtout avec des perspectives de retour de la crise dans les pays développés.

Les conditions pour que l'économie polynésienne sorte du cycle de décroissance entamé depuis 4 ans ne semblent donc pas encore réunies, avec des risques importants qui pèsent sur l'ensemble des acteurs de l'économie Polynésienne. Les évolutions futures dépendront des résultats du Plan de Redressement mis en place fin juin.

Zoom sur le tourisme

3 trimestres 2011 / 3 trimestres 2010

D'après la dernière édition du Baromètre de l'Organisation Mondiale du Tourisme, la croissance du tourisme au niveau mondial a été positive dans toutes les régions du monde, à l'exception du Moyen-Orient. Les arrivées de touristes internationaux ont ainsi progressé de 4,5 % au cours du premier semestre 2011, en dépit de chocs défavorables en début d'année.

La contribution du tourisme au produit intérieur brut (PIB) dans le monde est estimée à environ 11 %. Sa contribution à l'emploi mondial tend aussi à être relativement importante et représente plus de 200 millions d'emplois. Dans les économies avancées et diversifiées, la contribution du tourisme au PIB est relativement faible ; elle est de 4 % en France qui est portant le premier pays touristique au monde, et de 2 % aux USA. Les pays où le tourisme représente plus de 20 % du PIB, sont en grande majorité de petites îles (Maldives, Grenadines, Bahamas, Palau...).

En Polynésie française, la fréquentation touristique est en progression de 9 % sur les neuf premiers mois de l'année, en glissement annuel, soit 121 065 touristes (+9 800). Cette évolution a été possible grâce à la reprise du marché nord américain (+ 8 400 touristes, +30 %), dont les conséquences sont positives pour l'ensemble du secteur. Les américains sont en effet essentiellement des touristes qui séjournent dans des hébergements payants, qu'ils soient terrestres ou maritimes. Ainsi, le nombre de touristes logeant dans des établissements payants est en hausse (+10 400 touristes, +11 %). Cette hausse du nombre de clients en hébergement payant s'explique pour moitié grâce aux croisiéristes (+4 800 croisiéristes, +31 %) alors qu'ils ne représentent que 20 % de ce type de tourisme (payant). La progression du nombre de touristes terrestres payants (+7 %, +5 600) a contribué à l'amélioration des résultats dans l'hôtellerie, avec un coefficient moyen de remplissage en progression de 2,6 points pour 18 000 chambres vendues en plus sur les neufs premiers mois de l'année 2011. Le revenu moyen par chambre augmente de 11 %. Les hôtels qui ont le plus bénéficié de cette reprise sont ceux de la gamme Luxe avec une hausse des ventes (+10 %) et de leur taux de remplissage (+5 points, soit

57 %), tandis que les hôtels Tourisme et Grand Tourisme voient leurs résultats fléchir sur un an. De même, les hôtels se sont mieux remplis dans l'archipel de la Société que dans les archipels éloignés.

En revanche, les touristes logeant chez des particuliers sont moins nombreux (-4 %), ce type de tourisme étant essentiellement influencé par l'évolution négative des touristes français et européens (-3 %). Ces touristes gratuits, qui viennent essentiellement en Polynésie visiter la famille ou des amis, ont par contre augmenté leur durée moyenne de séjour (+1,6 jour), et ce grâce aux français (+2,8 jours). Dans l'ensemble, la durée moyenne de séjour est en légère baisse d'une demi-journée à 13,8 jours.

La reprise de la fréquentation touristique n'est pourtant pas encore suffisante pour contrebalancer la tendance dépressive des autres indicateurs du secteur. Les résultats des entreprises ainsi que les embauches sont à la peine au premier semestre 2011. Les effectifs salariés des activités liées au tourisme diminuent de 3,2 % entre juin 2010 et juin 2011 (contre -2,4 % pour l'ensemble de l'économie), malgré une hausse de 0,2 % entre mars et juin à l'approche de la haute saison. Le chiffre d'affaires global du tourisme diminue lui de 7 % au premier semestre (-0,3 % tous secteurs). Dans un contexte où l'indice des prix du tourisme est en hausse (+4 % par rapport au premier semestre 2010), le chiffre d'affaires réel diminue de 11 % en glissement annuel. Ces résultats globaux cachent pourtant des disparités au sein des différentes activités. Ce sont en effet les services de transport qui influencent le résultat global à la baisse ; leur chiffre d'affaires diminue de 14 % par rapport au premier semestre 2011. Leurs effectifs salariés sont en retrait de 3,8 %. En revanche, dans l'hôtellerie, le chiffre d'affaires réel est en hausse (+18,4 %), les prix ont diminué de 1,4 % en moyenne au premier semestre 2011, sur un an, et les effectifs salariés sont presque stables à -0,6 % sur un an à fin juin. Dans la restauration, le chiffre d'affaires réel diminue de 6,5 % avec des prix en hausse de 3,2 %. Les effectifs sont en nette réduction à -7,4 %.

L'évolution positive de la fréquentation touristique en Polynésie en 2011 est toutefois à nuancer puisqu'elle

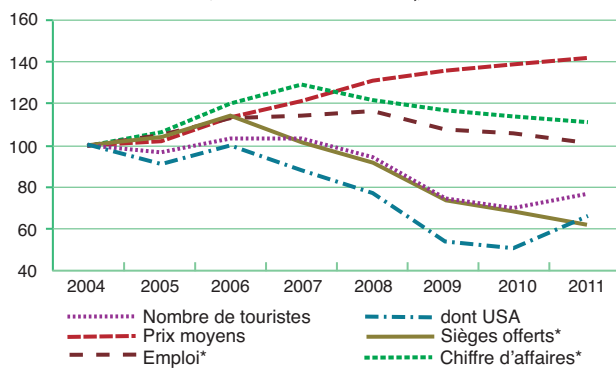
masque deux périodes distinctes ; les arrivées de touristes sont restées en hausse durant tout le premier semestre (+18 % en glissement annuel), bénéficiant du dynamisme de la reprise au cours du second semestre 2010, alors que l'évolution de la fréquentation au cours du troisième trimestre, considéré comme le point culminant de la haute saison touristique (plus de 30 % du tourisme annuel) est en baisse de 3 %. Ce retour de tendance, qui se confirme depuis juillet, laisse planer quelques doutes quant aux résultats du dernier trimestre. Le mois de juillet a mis fin à onze mois consécutifs de hausse du nombre de touristes. Le marché américain demeure en hausse, mais les effectifs touristiques français, européens, japonais, mais aussi ceux en provenance de la région pacifique – qui avaient enregistré de bons résultats depuis le début de l'année – fléchissent au cours du troisième trimestre. Et si la baisse de la fréquentation française n'a d'impact que sur le tourisme affinitaire, les hébergements payants souffrent en revanche de la baisse des autres marchés émetteurs ; les hôtels internationaux ont vendu moins de chambres que

lors de la haute saison 2010 (-6 %) et leur coefficient de remplissage diminue d'un point en glissement annuel à 64 %.

Le bilan du tourisme en Polynésie française sur les neuf premiers mois de l'année demeure malgré tout positif, mais les incertitudes quant à l'évolution de la conjoncture économique mondiale, font craindre une fin d'année moins bonne que prévue. L'été a effectivement été porteur de mauvaises nouvelles comme la dégradation de la note des Etats-Unis ainsi qu'une menace sur la note française, entraînant la chute des bourses au mois d'août. La crainte des conséquences de la crise de la dette souveraine européenne (politiques d'austérité) et l'éventualité d'un « double-dip* » dans les grandes économies avancées, pourrait rendre les ménages plus prudents dans leurs dépenses, et contribuer à freiner la croissance des arrivées touristiques en Polynésie française.

*récession caractérisée par une première chute du produit intérieur brut suivie, après une reprise avortée, d'une rechute plus profonde

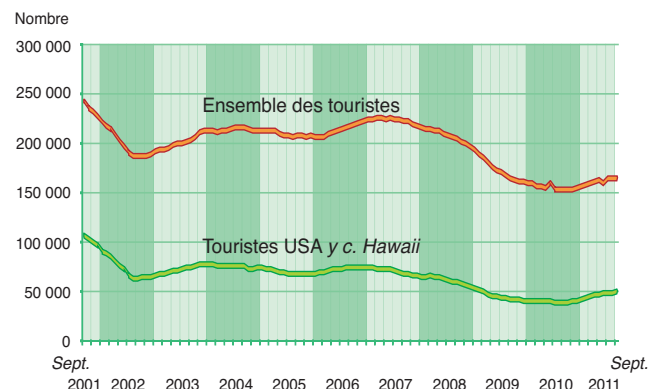
Indices tourisme T1+T2+T3
(base 100, année 2004)



* : estimation pour le troisième trimestre 2011

Sources : CPS, SEAC, ADT, Service des Contributions, ISPF

Effectifs touristiques



Source : ISPF

Le baromètre économique de la Polynésie française

			Moyenne Trimestrielle	Tendance par trimestre précédent	rapport à la moyenne du même trimestre de l'année précédente
EMPLOI	<i>données brutes - sources : SEFI, CPS, ISPF</i>				
	Taux de chômage	Recensement de la population 2007	11,7 %	-	-
	Emploi salarié (secteur privé)	2ème trim. 2011	39 734	↘ -3,8 %	↘ -15,0 %
	DEFM	3ème trim. 2011	8 674	↗ 12,4 %	↘ -0,2 %
	Offres d'emploi normal	3ème trim. 2011	190	↗ 19,0 %	↘ -20,6 %
	Heures travaillées (secteur privé)	2ème trim. 2011	6 675 151	↘ -3,8 %	↗ 1,2 %
ENTREPRISES	<i>données brutes - source : ISPF</i>				
	Créations (champs ICS)	3ème trim. 2011	213	↗ 27,3 %	↗ 37,1 %
	Radiations (champs ICS)	3ème trim. 2011	184	↘ -8,3 %	↗ 16,4 %
TOURISME	<i>source : ISPF</i>				
	Taux d'occupation des hôtels	3ème trim. 2011	63,7 %	↗ 21,3 %	↘ -1,8 %
	Nuitées totales	3ème trim. 2011	217 069	↗ 17,7 %	↘ -0,2 %
BTP	<i>données brutes - sources : Service de l'Urbanisme, Douanes, ISPF</i>				
	Mises en chantier (PC publics)	3ème trim. 2011	nd	nd	nd
	Importations de Ciment (tonnes)	3ème trim. 2011	5 070	↘ -36,5 %	↘ -28,6 %
CONSO	<i>données brutes - sources : Service des Contributions, ISPF</i>				
	Immatriculation de véhicules neufs	3ème trim. 2011	422	↗ 18,8 %	↘ -11,1 %
PRIX	<i>sources : ISPF, INSEE, IEOM</i>				
	Indice des prix (base 100 décembre 2007)	3ème trim. 2011	106,10	↗ 0,9 %	↗ 1,5 %
	Masse monétaire M3 (millions de F.CFP)	2ème trim. 2011	392 463	↘ -0,5 %	↗ 0,6 %

nd : non disponible

Légende : Amélioration - Dégradation - Neutre

Tableau de bord général

COMMERCE EXTÉRIEUR

Sources : Service des Douanes, ISPF

en millions de F.CFP	septembre 2010	juillet 2011	août 2011	septembre 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Importations civiles (valeur CAF)	13 753	13 309	13 715	12 715	-7,5 %	-3,9 %
Exportations locales (valeur FAB)	1 073	786	1 193	915	-14,7 %	-4,4 %
dont perle de culture brute	692	374	816	559	-19,2 %	-7,5 %
nono	51	100	125	70	+38,0 %	+67,3 %
poisson	76	106	88	89	+17,4 %	+1,8 %
Balance commerciale (Exportations - Importations)	-12 680	-12 522	-12 523	-11 800	-6,9 %	-3,8 %
Taux de couverture réel (Exportations/Importations)	7,8 %	5,9 %	8,7 %	7,2 %	-0,61	-0,04

TOURISME

Sources : Service d'Etat à l'Aviation Civile, ISPF

	septembre 2010	juillet 2011	août 2011	septembre 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Nombre de touristes	15 160	16 858	15 372	14 402	-5,0 %	-2,9 %
dont Américains (y.c. Hawaii)	3 675	3 848	3 828	4 112	+11,9 %	+5,4 %
Français	2 971	4 434	3 147	2 924	-1,6 %	-5,6 %
Nombre de nuitées	194 379	259 895	201 380	189 932	-2,3 %	-0,2 %
Durée moyenne de séjour (jours)	12,8	15,4	13,1	13,2	+2,9 %	+2,8 %
Recette Moyenne par Chambre occupée Hôtels Internationaux (F.CFP)	25 533	29 244	29 541	27 946	+9,4 %	+10,0 %
Coefficient Moyen de Remplissage - Hôtels Internationaux	63,8 %	61,4 %	66,8 %	62,9 %	-0,94	-1,01
Passagers débarqués à Faa'a (vols réguliers)	20 846	nd	nd	nd	-	-

EMPLOI

Sources : CPS, SEFI, ISPF

	juin 2010	avril 2011	mai 2011	juin 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Effectifs salariés (équivalent temps plein) <i>tous secteurs</i>	56 457	54 486	54 921	54 828	-2,9 %	-2,7 %
Effectifs salariés (équivalent temps plein) <i>secteur privé</i>	39 463	39 498	39 875	39 830	+0,9 %	+1,1 %
Salaire Moyen (équivalent temps plein) <i>tous secteurs</i>	265 243	260 571	261 079	267 988	+1,0 %	+0,8 %
Salaire Moyen (équivalent temps plein) <i>secteur privé</i>	239 606	233 962	233 539	243 663	+1,7 %	+1,7 %
Heures travaillées <i>tous secteurs</i>	9 541 200	9 208 063	9 281 616	9 265 987	-2,9 %	-2,7 %
Heures travaillées <i>secteur privé</i>	6 669 196	6 675 151	6 738 848	6 731 307	+0,9 %	+1,1 %
	septembre 2010	juillet 2011	août 2011	septembre 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Demandes (nouvelles inscriptions)	3 364	2 291	3 402	2 925	-13,0 %	-9,3 %
Primo-demandeurs	794	432	686	607	-23,6 %	-14,1 %
Demandes d'Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)	9 950	8 608	9 365	9 960	+0,1 %	-0,2 %
Nouvelles Offres d'Emploi Normal	201	171	251	197	-2,0 %	-20,6 %
Nouvelles Offres d'emploi aidé <i>secteur marchand</i>	450	185	241	146	-67,6 %	-53,8 %

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Sources : Service des Contributions, Service des Transports Terrestres, ISPF

	10To2	10To4	11To1	11To2	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Chiffre d'affaires des commerces (en millions de F.CFP)	46 792	55 224	46 972	45 828	//	-2,1 %
	sept-10	juil-11	août-11	sept-11	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Immatriculations Véhicules neufs	543	355	428	482	-11,2 %	-11,2 %

ENTREPRISES

Champ ICS : Industrie - Commerce - Services

Source : ISPF

	septembre 2010	juillet 2011	août 2011	septembre 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Créations ICS	213	208	210	221	+3,8 %	+8,1 %
Radiations ICS	201	214	171	168	-16,4 %	-5,8 %
Stock ICS	21 289	21 359	21 453	21 573	+3,5 %	+1,0 %
Stock global	53 553	54 458	54 602	54 910	-0,8 %	+2,3 %

PRIX A LA CONSOMMATION

Source : ISPF

	sept-10	juil-11	août-11	sept-11	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Indice Général (base 100 - déc. 2007)	104,20	106,78	105,72	105,54	+1,3 %	+1,5 %
Indice Ouvrier (base 100 - déc. 2007)	105,57	107,04	107,27	107,05	+1,4 %	+1,5 %
Indice Hors Transport Aérien International (base 100 - déc. 2007)	104,30	105,37	106,02	105,72	+1,4 %	+1,5 %
Index BTP (base 1 - août 2001)	99,857	101,136	101,260	101,180	+1,3 %	+2,3 %
Index TPP (base 1 - avril 2003)	99,304	104,411	105,364	105,011	+5,7 %	+6,2 %

Var T/T-4 : cumul (ou moyenne selon nature des données) des 3 derniers mois / cumul (ou moyenne) des 3 mêmes mois de l'année précédente.

nd : non disponible